

**L'hon. Robert Stanfield (chef de l'opposition):** Le ministre sait-il quelle proportion de ces jeunes de 14 à 25 ans auraient besoin de cours de recyclage pour avoir des chances raisonnables de trouver du travail?

**L'hon. M. Lang:** Il est difficile de savoir qui a besoin de recyclage. On se demande souvent s'ils sont en mesure de profiter de ces cours de recyclage afin d'avoir des possibilités d'emploi plus variées et plus alléchantes. C'est là le but de ce programme, et c'est pourquoi il s'adresse essentiellement à ceux qui ont déjà occupé un emploi, plutôt qu'à ceux qui fréquentent l'école ou qui peuvent suivre des cours réguliers ou autres.

**M. Lewis:** J'aimerais poser une question supplémentaire au premier ministre. Comme beaucoup de ces jeunes chômeurs n'ont manifestement pas droit à des prestations d'assurance-chômage, non plus qu'à des allocations au cas où ils tenteraient de suivre des cours dans le cadre d'un programme gouvernemental et qu'ils sont donc à la charge de l'assistance publique, le premier ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement serait prêt à envisager soit de modifier immédiatement la condition relative au délai de trois ans requis pour l'obtention d'une allocation pendant la période de formation, soit d'étudier avec les ministres du Bien-être social des provinces la possibilité d'étendre l'admissibilité à l'assistance sociale dans le cadre du régime d'assistance publique du Canada?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Je ne puis dire si c'est à ce genre de solution que nous songerions, mais nous examinons le problème actuellement et toute modification de notre politique serait rendue publique. Nous étudierons peut-être les propositions avancées par le député, mais ce n'est pas sûr.

**M. l'Orateur:** De toute évidence, plusieurs députés ont des questions supplémentaires à poser. La parole est à l'honorable député de Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe, et ensuite à l'honorable député de Shefford, qui attend patiemment depuis un bon moment de pouvoir poser la première question au nom de son parti.

#### L'AGGRAVATION DU CHÔMAGE CHEZ LES JEUNES—LES PROGRAMMES SPÉCIAUX D'ENTRAÎNEMENT MILITAIRE

**M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Accorderait-il maintenant plus d'attention à la proposition que j'ai présentée au ministre de la Défense nationale, d'instaurer des programmes d'entraînement militaire spéciaux pour les jeunes?

**L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, je suis certain que le ministre de la Défense nationale a entendu les recommandations du député.

\* \* \*

#### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

##### L'ÉTABLISSEMENT D'UN MARCHÉ COMMUN AVEC LES ÉTATS-UNIS

[Français]

**M. Gilbert Rondeau (Shefford):** Je vous remercie, monsieur l'Orateur, d'avoir remarqué ma patience.

[L'hon. M. Lang.]

Étant donné que le très honorable premier ministre aurait déclaré à Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, le 8 décembre, que les États-Unis seront un pays importateur net de marchandises d'ici 10 ans, ne croit-il pas qu'il serait à l'avantage du Canada d'établir un marché commun avec ce pays?

**M. David Lewis (York-Sud):** J'espère que non.

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur le président, je ne pense pas que la conséquence doive découler des prémisses. Le problème de la création d'un marché commun ou d'un marché continental a déjà été discuté à la Chambre. Les députés savent que le gouvernement, dans certains domaines, comme celui de l'automobile, par exemple, a conclu des accords très avantageux pour toutes les parties en cause. Si d'autres cas semblables se présentent, nous les étudierons bienveillamment, mais je ne pense pas qu'il soit opportun, à ce stade, de parler d'un marché commun complet entre les deux pays. Ce ne serait pas à l'avantage du Canada.

C'est peut-être une chose qu'il faudrait considérer dans un avenir lointain.

##### LA CRÉATION DE DÉBOUCHÉS AUX É.-U. POUR LES PRODUITS DES PROVINCES ATLANTIQUES

[Traduction]

**M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester-Nord):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au premier ministre. Peut-il nous renseigner sur les mesures spéciales qu'entreprendrait le gouvernement pour aider à créer de nouveaux débouchés aux États-Unis pour les industries des provinces de l'Atlantique, à la suite de son discours, prononcé cette semaine à Saint-Jean?

**Le très hon. M. Trudeau:** Naturellement, monsieur l'Orateur, les services du ministère de l'Industrie et du Commerce sont toujours prêts à étudier la possibilité de créer de nouveaux débouchés et à aider les industriels canadiens à en profiter davantage. Personne n'est plus conscient de ce besoin que le ministre actuel de l'Industrie et du Commerce.

**M. Coates:** Monsieur l'Orateur. Le premier ministre ou le ministre de l'Industrie et du Commerce envisage-t-il d'organiser un genre spécial de colloque qui réunirait des industriels, des hommes d'affaires et les chefs politiques des provinces atlantiques, afin de voir s'il existe un genre spécial d'aide qu'on pourrait accorder à l'établissement dans la région de nouveaux marchés qui, selon le premier ministre, pourraient profiter à l'industrie dans ces provinces?

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, la question est à l'étude en ce moment, mais je dois rappeler que nous venons d'ouvrir un bureau commercial à Fredericton (N.-B.); en outre, le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard et son ministre du Travail, de l'Industrie et du Commerce sont venus ici, la semaine dernière, et mon ministère a eu